

HUBERT VEDRINE

Ancien ministre des Affaires étrangères français

Je vais faire sept observations, mais qui seront toutes brèves. Premièrement, ce n'est pas parce que nous sommes dans une situation terrible qu'il faut oublier les turbulences et les problèmes au Moyen-Orient qui durent depuis cinquante ans, soixante-dix ans, voire même depuis un siècle ! Ne raisonnons pas ici comme si, brusquement, il y avait des problèmes extrêmement graves dans un Moyen-Orient paisible. Ce n'est pas le cas. Il faut garder vision historique, sur le long terme.

Deuxièmement, il faut garder à l'esprit le contexte interne de l'islam : ce qui semble être une lutte historique, pour exercer une influence décisive, entre une minorité fondamentaliste voire extrémiste, et une toute petite minorité moderniste. Cela colore tout le tableau. Et en plus l'antagonisme Sunnites-Chiites, qui s'est réveillé du fait du processus de désagrégation. C'est en toile de fond mais cela aggrave chacun des autres problèmes.

Troisièmement, nous assistons à un processus schumpétérien (Schumpeter) de destruction créatrice dont on peut espérer qu'il sera créateur mais qui commence par la phase de destruction. C'est flagrant dans le cas de la guerre civile en Syrie, caricature tragique de ce que l'on a appelé avec naïveté les printemps arabes. Mais c'est aussi le cas en Irak depuis 2003, peut-être aussi du fait des erreurs de Saddam Hussein auparavant. On assiste dans ces deux cas particuliers à l'effondrement des structures étatiques datant la fin de l'Empire ottoman et notamment des accords Sykes-Picot, qui ont créé le chaos sur lequel Daech s'est développé. Mais ça n'aurait pas eu lieu sans l'accumulation d'une série d'erreurs, ce qui a fourni des troupes à ce mouvement. Mais ce mouvement terroriste veut se sédentariser. C'est un autre scénario. De tout cela, il sortira peut-être quelque chose. On ne sait pas encore quoi. Quant à l'élément kurde – tu as parlé du Kurdistan -, jusqu'où va aller pour les Kurdes l'opportunité ? Autonomie, oui. Mais si les Kurdes se laissent entraîner par cette conjoncture sur le chemin de l'indépendance, ils vont recréer une coalition contre eux. Pourront-ils réfréner suffisamment leurs ambitions ?

Quatrièmement, il y a d'autres incertitudes stratégiques. La première, à mon avis, concerne la politique américaine. Que va devenir la politique américaine dans cette région et sur chacun des sujets ? Bien sûr, on pense à l'Iran. À mon avis, tout sera différent selon qu'il y aura finalement un accord avec l'Iran, ou non. S'il n'y a pas d'accord avec l'Iran, la situation n'est pas neutre parce que les différents acteurs vont tirer des leçons de l'absence d'accord ce qui renforcera les plus durs. Et il pourrait y avoir des réactions en retour. S'il y a un accord avec l'Iran, c'est à une redistribution des cartes considérable et assez rapide à laquelle nous allons assister, et évidemment cela préoccupe les autres à commencer par l'Arabie saoudite. Il est très important de savoir comment l'Arabie réagira à un accord, si accord il y a, ce dont il y a déjà des signes. Il y a d'autres incertitudes. La première, que tu as mentionnée aussi, c'est celle de la politique turque marquée par au moins un double jeu, si ce n'est un triple jeu. En réalité, on voit bien que sa vraie priorité c'est d'empêcher un grand Kurdistan indépendant. Mais elle a également d'autres objectifs, contradictoires. Une autre incertitude stratégique concerne l'évolution en Israël. La dynamique interne en politique intérieure israélienne, qui découle de ce système électoral, va-t-elle aller jusqu'à exclure finalement toute hypothèse de solution au conflit quelle qu'elle soit, ou non ? Et que deviendra Israël dans ce contexte ? J'ajouterai une autre question : peut-on imaginer, si l'affaire d'Ukraine était à un moment donné surmontée, une possibilité de retour d'un jeu russe sur la question iranienne, sur la question syrienne, sur la question kurde ? Ce n'est pas immédiat, ni probable, mais cela fait partie du décor.

Cinquième remarque, peut-être la plus difficile, c'est l'impuissance des puissances habituelles. Les puissances extérieures à la zone sont un peu comme des vulcanologues qui analysent les cendres d'une éruption volcanique après qu'elles soient retombées. Où sont les leviers d'action politiques, militaires, économiques ? Y a-t-il une volonté d'intervenir ? Est-ce que les puissances ont la capacité interne, en termes d'opinion publique et de système politique, d'intervenir durablement ? La question se pose de plus en plus, en tout cas pour les démocraties. Tocqueville avait

raison. Il est de plus en plus difficile pour des démocraties d'avoir une politique extérieure, à partir du moment où elle est conditionnée par la politique intérieure. Quant à l'Union européenne, je n'en parle même pas.

Sixième remarque : à partir de là il y a de vrais risques d'escalade, de débordements, qui ne seront plus entièrement contrôlés, par personne. Prenons la question de Daech, on voit que Daech peut être endigué par des actions militaires diverses, mais pas éradiqué. Si la coalition voulait vraiment l'éradiquer, il faudrait qu'elle arrive à imposer en Syrie et en Irak une solution politique de remplacement crédible et durable. Mais à ce moment-là elle se heurterait à ses contradictions. Que fait-on avec l'Iran ? Jusqu'où devons-nous aller ? Que fait-on vis-à-vis du régime syrien ?

Septième remarque et j'en aurai fini : ce forum, créé avec succès par Thierry de Montbrial, tourne autour de l'idée de meilleure gouvernance. Mais que signifie « meilleure gouvernance » ? Supposons que nous nous arrangions pour parvenir à un accord acceptable avec l'Iran. Ne serait-ce pas quelque chose d'inquiétant pour les voisins ? Que faire si un processus de paix se réenclenche au Proche-Orient ? Tout ça paraît utopique. Et il y a la question Sunnites-Chiites ! Est-ce qu'on peut rêver pour le Moyen-Orient un jour de l'équivalent de ce qu'avaient été les accords de Westphalie en Europe grâce à Richelieu et Mazarin, pour organiser une coexistence pacifique entre des régimes politiques différents et des croyances religieuses différentes, une coexistence durable, fondée sur la non-ingérence dans les affaires des autres. Est-ce concevable ? On voit bien que quand on essaie de raisonner en termes de meilleure gouvernance, ou de reprendre ta formule "Taïkoon" , l'objectif est assurément très lointain. Donc je pense qu'on va plutôt raisonner pas à pas.